



unesco

Institut international de
planification de l'éducation

TERMES DE REFERENCE

Recrutement d'un.e consultant.e pour l'appui à l'élaboration de la politique enseignante 2022-2030 et au plan d'action triennal budgétisé 2023-2024 en Guinée-Bissau

1. Contexte

En Guinée-Bissau, pays d'Afrique de l'Ouest de près de 2 millions d'habitants, si des progrès ont été enregistrés ces dernières années dans l'accès aux services sociaux de base, notamment en éducation, des efforts considérables restent à faire pour répondre aux défis du secteur éducatif et atteindre les objectifs de développement durable d'ici 2030 (ODD 4).

Dans le secteur de l'éducation, le problème majeur demeure « *la faiblesse du taux net de scolarisation et de la qualité de l'enseignement primaire et secondaire, dans l'enseignement technique, la formation technique et professionnelle ainsi que le faible taux d'alphabétisation de la population adulte* »¹. Les acquis scolaires des élèves sont globalement faibles pour le niveau de l'éducation de base. En 2^e année, les élèves maîtrisent moins de la moitié des compétences cibles pour ce qui est du médium d'apprentissage (le portugais) tout comme les mathématiques. En outre, en 5^e année, seul un tiers du programme scolaire est maîtrisé, 25% des élèves ont d'énormes difficultés en portugais et 34% en mathématiques (Fernades Quadé, A.S ; Lovim, A.J ; 2019).

¹ *Cadre de Partenariat entre la Guinée-Bissau et les Nations Unies 2016 -2020* ; pp. 16-17.

Parmi les principaux facteurs explicatifs de ces déficits constatés chez les élèves, se trouve le faible niveau de compétences des enseignants, aussi bien pour la maîtrise de la langue d'enseignement que pour les mathématiques. En effet, 32% des enseignants de 2^e année rencontrent des difficultés à répondre correctement aux épreuves de langue portugaise et de mathématiques données à leurs élèves. Par ailleurs, plus de la moitié (54%) en sont incapables. Au 5^e niveau, 95% des enseignants n'ont pas la maîtrise du portugais contre 98% pour les mathématiques (Fernades Quadé, A.S & Lovim, A.J ; *ibid*). A ce déficit de qualification des enseignants, s'ajoutent des problèmes de gestion de ressources humaines caractérisés par une allocation des personnels aux établissements scolaires présentant un niveau d'aléas assez élevé, notamment dans l'enseignement de base. Ce constat impose la prise de mesures adressant aussi bien le déploiement des enseignants, leur motivation, la revalorisation de la fonction enseignante, la mise en place du statut du personnel enseignant et de système d'évaluation des performances (MEN, 2017).

Conscients des enjeux, des défis et opportunités de la Guinée-Bissau en matière d'éducation, le Bureau pour l'Afrique de l'Institut International de Planification de l'Education (IIPÉ-UNESCO Dakar) a été sollicité par le Bureau multisectoriel régional de l'UNESCO basé à Dakar pour appuyer l'élaboration d'un document de politique enseignante en Guinée-Bissau, annexé d'une stratégie opérationnelle sur 5 ans en termes de plan d'action budgétisé 2023-2025. Ce document de politique enseignante doit dresser les principales dimensions de la question enseignante, notamment, celles du recrutement, de la formation initiale et continue des enseignants, du déploiement, de la gestion des carrières et de la gouvernance.

2. Objectifs

Le projet d'appui à l'élaboration de la politique enseignante en Guinée-Bissau se décompose en deux composantes correspondantes chacune aux différentes étapes du processus, à savoir :

- Composante 1 : Appui à l'analyse situationnelle de la question enseignante
- Composante 2 : Appui à l'élaboration du document de la politique enseignante

La composante 1 a été réalisée et a donné lieu à l'élaboration d'une analyse sur la situation des enseignants. L'objectif de cette consultance est d'appuyer une équipe nationale à réaliser la composante 2 du projet.

Sur la base des résultats de l'analyse situationnelle des enseignants fournissant ainsi un diagnostic de la question, la composante 2 fixe les objectifs principaux suivants :

- développer une stratégie opérationnelle de la politique enseignante à l'horizon 2030 (modèle de simulation, note de cadrage macro-financier) ;
- élaborer un document de politique nationale des enseignants accompagné d'un plan d'actions triennal opérationnel pour la première phase de mise en œuvre (2023-2025) ;

- renforcer les capacités des cadres en charge du pilotage et de la gestion du système éducatif à travers l'apprentissage par la pratique.

Plus spécifiquement, cette composante visera à appuyer une équipe nationale composée de cadres des ministères en charge de l'éducation, du budget et des finances, de la Fonction publique et de l'emploi à :

- identifier différentes options stratégiques de la politique enseignante à l'horizon 2030 sur la base des résultats de l'analyse de la question enseignante, de diverses études et éléments factuels récents sur le système éducatif, de discussions et d'échanges avec l'ensemble des acteurs nationaux concernés par le système éducation ;
- élaborer une politique enseignante portant sur l'ensemble des sous-cycles du système éducatif à l'horizon 2022-2030 déclinée à partir d'un choix de scénario crédible et soutenable pris par les décideurs politiques ;
- élaborer un plan d'action triennal budgétisé pour la période 2023-2025 ;

Le/la consultant.e aura le lead sur le processus, accompagné d'experts de l'IIPE-UNESCO Dakar.

3. Résultats attendus

A l'issue de sa mission, les résultats spécifiques attendus de l'appui du/de la consultant.e sont les suivants :

- un modèle de simulation élaboré dans sa structure et pour son année de base (données provenant de l'analyse de la question enseignante) pour la période 2023-2030 (livrable 1) ;
- un scénario final de référence de politique éducative retenu (livrable 2), à l'issue d'arbitrages effectués avec les décideurs (éducation-formation, budget, emploi) ;
une note de cadrage macro-financier de la politique enseignante à l'horizon 2030 (livrable 3) ;
- un document de politique enseignante 2023-2030 élaboré et validé (livrable 4) ;
- un plan d'action triennal budgétisé pour la période 2023-2025 (livrable 5).

4. Profil du/de la consultant.e

Pour ce travail, l'IIPE-UNESCO Dakar recherche un.e consultant.e internationale.e qui devra remplir les conditionnalités suivantes :

- Avoir une expérience professionnelle avérée d'au moins une dizaine d'années dans le pilotage, l'administration ou l'analyse de système éducatif dans un pays en développement, en particulier en Afrique ;

- Avoir une expérience avérée d'au moins cinq années dans l'appui à l'élaboration de plan sectoriel dans un pays en développement, et particulièrement dans un pays à contexte de fragilité ;
- Avoir une expérience avérée d'au moins cinq années dans l'appui à l'élaboration de plan sectoriel et/ou de politique enseignante dans un pays en développement ;
- Être familier avec l'utilisation et la manipulation d'un modèle de simulation, et en particulier dans le but de faire des arbitrages de politiques éducatives techniquement et financièrement soutenables ;
- Avoir une aptitude avérée à communiquer oralement, à animer des séances de discussions avec les plus hautes autorités de l'éducation ainsi qu'avec les partenaires ;
- Avoir une grande capacité d'écoute, ainsi qu'une capacité de synthèse et d'analyse ;
- Être lusophone (écrit et oral) ;
- Posséder une excellente qualité d'écriture.

Par ailleurs, la connaissance du contexte éducatif de Guinée-Bissau est un atout indéniable.

5. Période et durée de la consultance

L'appui à l'élaboration d'une politique enseignante en Guinée-Bissau (stratégie opérationnelle, modèle, note de cadrage et plan d'action) se déroulera sur la période allant du 5 juin 2023 au 30 novembre 2023. Cet appui comportera des missions d'une semaine dans le pays (dont les coûts et les modalités seront calqués sur les procédures de l'UNESCO) et inclut un appui conséquent de l'équipe nationale à distance. A l'issue de cette période, tous les résultats attendus seront livrés et aucune extension de la durée du contrat ne sera possible.

En fonction des objectifs et des résultats attendus, le/la consulante(e) déterminera dans son offre technique et financière le nombre de jour de travail nécessaire à leur réalisation.

6. Candidatures

Les dossiers de candidatures doivent être envoyés à consultance.bissau@iiep.unesco.org au plus tard le 24 mai 2023 à 23h59 GMT. Les dossiers doivent comporter un CV à jour, une offre technique et une offre financière. Cette dernière doit uniquement porter sur les honoraires des consultants sous la forme d'un forfait pour chaque livrable et spécifier le nombre et la durée des missions dont les coûts et les modalités seront calqués sur les procédures de l'UNESCO.